

Art. 6. — L'article 4 du décret n° 70-562 du 26 juin 1970 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 4.

Dans le cas de métayage ou de colonat partiaire, le montant de la cotisation est réparti à raison de trois quarts pour le preneur et d'un quart pour le bailleur ; chacun d'eux est tenu au paiement de la fraction mise à sa charge.

Art. 7. — Les dispositions générales ayant fait l'objet des articles 6 et 7 du chapitre II du décret n° 78-414 du 20 mars 1978 demeurent applicables.

Art. 8. — Le ministre de la santé et de la famille, le ministre de l'intérieur, le ministre du budget, le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE MÉHAIGNERIE.

Le ministre de la santé et de la famille,
SIMONE VEIL.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTIAN BONNET.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),
PAUL DIJOU.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Décret n° 79-474 du 7 juin 1979 fixant les dispositions applicables aux conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports, modifié par le décret n° 74-89 du 29 janvier 1974 ;

Vu le décret n° 66-619 du 10 août 1966 modifié relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 72-512 du 22 juin 1972 relatif au licenciement des agents civils non fonctionnaires des administrations de l'Etat, modifié par le décret n° 76-1054 du 18 novembre 1976 ;

Vu le décret n° 75-1165 du 15 décembre 1975 relatif au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative ;

Vu le décret n° 76-695 du 21 juillet 1976 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique paritaire placé auprès du directeur de l'administration du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs sont des agents contractuels placés sous l'autorité du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs pour exercer à temps plein les activités définies à l'article 2 ci-dessous. Ces agents sont répartis en deux catégories. Chaque catégorie comprend onze échelons.

Art. 2. — Dans le domaine des activités sportives, les conseillers techniques et pédagogiques exercent leurs missions conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 29 octobre 1975 susvisé.

Dans le domaine des activités de jeunesse, d'éducation populaire, d'animation culturelle et de loisirs, les conseillers techniques et pédagogiques exercent selon leur spécialité technique et pédagogique des fonctions de formation, d'information, de conseils, d'expérimentation ou des fonctions de coordination.

Les conseillers techniques et pédagogiques exercent leurs fonctions sous la responsabilité des chefs de service auprès desquels ils sont placés. Les fonctions et spécialités des conseillers techniques et pédagogiques sont définies par leur contrat.

TITRE I^{er}

Recrutement.

Art. 3. — Peuvent être recrutés dans la deuxième catégorie des conseillers techniques et pédagogiques au titre des activités sportives les titulaires d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif (2^e degré) ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être recrutés dans la deuxième catégorie des conseillers techniques et pédagogiques au titre des activités de jeunesse, d'éducation populaire, d'animation culturelle et de loisirs les titulaires :

Du diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative, institué par le décret susvisé du 15 décembre 1975 ;

Du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (2^e partie) ;

D'une licence ou d'un diplôme admis en équivalence.

Peuvent accéder en première catégorie des conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs les agents de deuxième catégorie justifiant de cinq années d'ancienneté.

En outre, pourront être recrutés en première catégorie dans la limite de 10 p. 100 des emplois :

1^{er} Les titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif (3^e degré) justifiant de quatre années d'ancienneté comme cadre technique national contractuel ;

2^e Les candidats ayant suivi avec succès une formation professionnelle équivalente à la maîtrise dans le domaine de l'animation et justifiant de quatre années d'activités dans un poste de responsabilité correspondant à cette formation ;

3^e Les titulaires d'un doctorat de troisième cycle.

Art. 4. — Les candidats aux emplois visés par le présent décret devront satisfaire aux dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 16 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

Art. 5. — Les conseillers techniques et pédagogiques sont recrutés par contrat à durée indéterminée. Toutefois, la première année de fonction est considérée comme une période d'essai. A l'expiration de cette période d'essai, il peut être mis fin au contrat sans préavis ni indemnité. Cette période d'essai peut être renouvelée pour un an à la demande du chef de service auprès duquel l'intéressé est placé.

Art. 6. — Les conseillers techniques et pédagogiques sont recrutés à l'échelon de début de leur catégorie. Toutefois, dans la limite de 20 p. 100 des recrutements effectués en deuxième catégorie, les intéressés pourront être classés directement au deuxième ou au troisième échelon, compte tenu de la qualité et de la durée de leurs services antérieurs.

Les cadres techniques nationaux contractuels sont classés à l'échelon de la catégorie des conseillers techniques et pédagogiques dans laquelle ils sont nommés comportant un indice correspondant à la rémunération afférente à leur précédent emploi.

Les agents non titulaires exerçant les fonctions d'assistant de jeunesse et d'éducation populaire sont classés à l'échelon de la catégorie des conseillers techniques et pédagogiques dans laquelle ils sont nommés comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient avant leur nomination.

TITRE II

Rémunération.

Art. 7. — Les agents régis par le présent décret ont droit, après service fait, à une rémunération calculée en fonction de leur catégorie et de leur échelon selon les règles fixées par arrêté conjoint du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, du ministre du budget et du ministre chargé de la fonction publique.

TITRE III

Avancement et notation.

Art. 8. — Les avancements d'échelon et les changements de catégorie sont prononcés par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs après avis d'une commission paritaire dont la composition est fixée par arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 9. — L'avancement d'échelon des agents régis par le présent décret a lieu, d'une part, au choix au vu des notes données chaque année aux intéressés et qui leur sont communiquées, d'autre part, à l'ancienneté, dans les conditions prévues au tableau ci-après. Il se fait d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur selon les durées de services et les proportions d'effectifs suivantes :

ÉCHELONS	CHOIX : 25 p. 100.	ANCIENNETÉ : 75 p. 100.
Du 1 ^{er} au 2 ^e échelon.....	1 an.	1 an.
Du 2 ^e au 3 ^e échelon.....	1 an 6 mois.	1 an 6 mois.
Du 3 ^e au 4 ^e échelon.....	1 an 6 mois.	1 an 6 mois.
Du 4 ^e au 5 ^e échelon.....	2 ans.	2 ans 6 mois.
Du 5 ^e au 6 ^e échelon.....	2 ans 6 mois.	3 ans 2 mois.
Du 6 ^e au 7 ^e échelon.....	2 ans 6 mois.	3 ans 2 mois.
Du 7 ^e au 8 ^e échelon.....	2 ans 6 mois.	3 ans 2 mois.
Du 8 ^e au 9 ^e échelon.....	3 ans.	3 ans 8 mois.
Du 9 ^e au 10 ^e échelon.....	3 ans.	3 ans 8 mois.
Du 10 ^e au 11 ^e échelon.....	3 ans.	3 ans 8 mois.
Total	22 ans 6 mois.	27 ans.

TITRE IV

Protection sociale.

Art. 10. — En matière de protection sociale, les conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs bénéficieront des dispositions du décret susvisé du 21 juillet 1976 modifié.

TITRE V

Discipline.

Art. 11. — Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées aux agents régis par le présent décret sont les suivantes :

- 1° L'avertissement ;
- 2° Le blâme ;
- 3° La rétrogradation d'échelon ;
- 4° L'exclusion de fonctions pour une durée maximum d'un mois avec retenue de salaire ;
- 5° Le congédiement sans indemnité de licenciement.

Le blâme et l'avertissement sont prononcés par le chef de service auprès duquel l'agent est placé, sans consultation de la commission paritaire ; l'intéressé a droit d'obtenir consultation de son dossier.

Les autres sanctions sont prononcées par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs après avis de la commission paritaire mentionnée à l'article 8 ci-dessus, siégeant en conseil de discipline, devant laquelle l'intéressé fournit ses explications sur les fautes qui lui sont reprochées.

Il peut prendre connaissance de son dossier, y compris le rapport présenté contre lui, huit jours avant la réunion du conseil et se faire assister devant celui-ci d'un défenseur de son choix.

Art. 12. — En cas de faute grave, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur proposition du chef de service dont relève directement l'intéressé, peut immédiatement interdire à ce dernier l'exercice de ses fonctions.

Le cas de l'intéressé devra être réglé dans un délai maximum de deux mois.

TITRE VI

Mutation et cessation de fonctions.

Art. 13. — Les conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs peuvent sur leur demande ou dans l'intérêt du service être mutés à un autre poste. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de déménagement dans les conditions fixées par le décret susvisé du 10 août 1966.

Art. 14. — Le contrat liant le conseiller technique et pédagogique de la jeunesse, des sports et des loisirs peut être résilié par l'administration au cours de sa durée dans les conditions de préavis et d'indemnité de licenciement prévues par le décret du 22 juin 1972 modifié susvisé.

Art. 15. — Le refus de poste assigné lors de la réintégration des agents bénéficiaires des dispositions du décret n° 76-696 du 21 juillet 1976 ou à la suite de mutations constitue un cas de résiliation de contrat ne donnant pas droit à l'attribution de l'indemnité de licenciement prévue à l'article 14 ci-dessus.

Art. 16. — Le contractant peut résilier son contrat par une demande écrite marquant sa volonté de cesser ses fonctions ; la résiliation prend effet un mois après la date du dépôt de la demande. Elle est irrévocable.

Art. 17. — Pour les agents régis par le présent décret la limite d'âge de cessation des fonctions est fixée à soixante-cinq ans.

Art. 18. — Les agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont reclassés en qualité de conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs dans les conditions suivantes.

Les reclassements auront lieu dans la limite des emplois budgétaires existant au 1^{er} janvier 1979. Ils seront prononcés par arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, après avis d'une commission spéciale composée de six représentants de l'administration et de six représentants des personnels dont trois représentants des conseillers techniques et pédagogiques du secteur sportif et trois représentants du secteur de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'animation culturelle et des loisirs.

Les agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs de deuxième et de première catégorie sont respectivement reclassés en qualité de conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs de deuxième et de première catégorie.

La troisième catégorie des conseillers techniques et pédagogiques constitue une catégorie en extinction qui continue d'être régie par les dispositions du décret du 29 avril 1963 susvisé.

Les agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs de troisième catégorie sont reclassés en deuxième catégorie s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus.

Dans la limite maximum de 20 p. 100 des emplois de deuxième et de première catégorie, les agents de troisième catégorie ne justifiant pas des titres prévus à l'article 3 mais réunissant cinq ans d'ancienneté peuvent être reclassés en deuxième catégorie.

Art. 19. — Les agents contractuels reclassés conformément aux dispositions de l'article 18 ci-dessus sont nommés à l'échelon de leur nouvelle catégorie comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils percevaient dans leur ancien emploi à la date d'application du présent décret.

Ils conservent, dans la limite de l'ancienneté nécessaire à un avancement d'échelon dans leur nouvelle catégorie, l'ancienneté acquise par eux dans leur ancien échelon si leur reclassement leur procure une augmentation de traitement inférieure à celle que leur aurait procurée un avancement d'échelon dans leur ancien emploi.

Art. 20. — Pendant une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent décret, les services accomplis dans leur ancien emploi par les agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse, des sports et des loisirs pourront être pris en compte dans le délai de cinq années exigées à l'article 3 ci-dessus pour l'accès en deuxième catégorie.

Art. 21. — Le ministre du budget, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juin 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
JACQUES DOMINATI.